

TER Perpignan-Villefranche-Latour-de-Carol

Défense du service public, de l'environnement, de l'emploi !

Cadencement insuffisant des trains ; horaires en concurrence avec le Bus à 1€ ; matériel ferroviaire inadapté aux personnes âgées ou handicapées ; absence de guichets et de gares dans certaines communes ; quais en mauvais état, inadaptés aux personnes à mobilité réduite ; menace de disparition du **Train jaune**, livré à la finance privée et au seul tourisme ; etc.

Voilà le triste état de notre service public ferroviaire, saboté par la direction de la SNCF et le Conseil régional aux mains de la soi-disant « gauche » ! Leur politique : faire des économies sur le dos des cheminots et des usagers mais aussi sur le dos de la zone Conflent-Capcir et de la Cerdagne de plus en plus délaissées, sinistrées. La casse du service public, organisée par les gouvernements de droite comme du PS et de leurs alliés au service du Medef, frappe plus brutalement encore les personnes et les régions les plus démunies comme la nôtre.

Au contraire de cette politique dévastatrice de rentabilité capitaliste, nous avons besoin d'un service public ferroviaire de qualité qui réponde aux besoins de tous les habitants et de l'environnement et qui aide au développement des activités et de l'emploi.

- *Pour une fréquence plus importante des trains qui permette de se déplacer plus facilement pour le travail ou les loisirs.*
- *Pour la priorité au train sur la route afin de limiter l'usage de l'automobile, moyen de transport cher et polluant*
- *Pour une complémentarité avec le bus, à utiliser principalement pour desservir les zones non accessibles par le train*
- *Pour la gratuité totale*

Usagers, cheminots : Même combat !

Les cheminots de Villefranche se mobilisent régulièrement en défense de leurs conditions de travail et du service public. Cet été encore, ils ont fait grève pour défendre le Train jaune. Leur combat est aussi celui des usagers.

Tous ensemble, mobilisons-nous pour défendre nos services publics !

La solidarité avec le peuple palestinien continue !

2000 victimes palestiniennes ; 10 000 blessés ; habitations, écoles, hôpitaux bombardés... Après deux mois d'une guerre sanglante et destructrice contre Gaza, l'Etat d'Israël a été obligé d'accepter un cessez-le-feu, reculant devant la résistance de la population palestinienne et le soutien international en sa faveur.

C'est une défaite politique et militaire d'Israël dont on se félicite mais qui est loin de permettre aux Palestiniens de connaître une vie normale. La lutte continue pour la levée complète du blocus, le démantèlement des colonies et les droits nationaux légitimes du peuple palestinien.

En France, le gouvernement soi-disant « de gauche » s'est tristement illustré par le soutien complice qu'il a donné à la guerre menée par Israël. Hollande-Valls ont aussi tenté de discréditer le mouvement de solidarité avec le peuple palestinien, assimilant la dénonciation de la politique d'Israël à de l'antisémitisme, alors que les militants engagés dans la cause palestinienne sont souvent les premiers à combattre l'antisémitisme et le racisme en général ! C'est même le seul gouvernement dans le monde à avoir interdit des manifestations et engagé des poursuites contre des manifestants et organisateurs, comme par exemple Alain Pojolat, membre du NPA, dont le procès aura lieu à Paris le 22 octobre.

Solidarité avec Alain Pojolat et tous les militants pro-Palestiniens inculpés ! Stop à la répression !

Les patrons volent la Sécu de 20 à 25 milliards

La fraude à la Sécurité Sociale de la part des patrons qui ne paient pas leurs cotisations a doublé par rapport à 2007 et s'élève à... **20 ou 25 milliards €**, plus que le trou de la Sécu qui est de 11,7 milliards cette année. De quoi plus que combler le fameux trou que le gouvernement veut faire payer... aux travailleurs !

Le gouvernement PS-Medef ferme les yeux sur cette fraude comme il ferme les yeux sur la fraude fiscale des grosses fortunes (**60 à 80 milliards !**) Sans parler des cadeaux aux grands capitalistes (**200 milliards par an !**)

Par contre, ce sont les salariés et les chômeurs qu'il veut fliquer et punir !